



Agenda

Lundi 7 décembre

-15h : Père **Jérôme ROUSSE-LACORDAIRE** O.P., éditeur aux Editions du Cerf : « La franc-maçonnerie est-elle une religion ? ».

Lundi 14 décembre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-12h30 : Déjeuner des membres, salon Bonnefous.

-15h : **Bertrand VERGELY**, philosophe et théologien : « *L'Église orthodoxe face à l'humanisme* ».

-Comité secret.

-17h30 : Conférence de **Paul DEMBINSKI**, professeur associé à l'Univ. de Fribourg, directeur de l'Observatoire de la Finance (Fondation Éthique et Économie), G^{de} salle des séances.

Lundi 11 janvier

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : élection d'un membre au fauteuil I de la section Économie politique, statistique et finances.

-Présentation par **Gilbert GUILLAUME**, président de l'Académie en 2016, du thème de l'année : « *La vie internationale et le droit.* »

-**Ronny ABRAHAM**, président de la Cour internationale de justice : « *La Cour internationale de justice* ».

-17h30 : Conférence de **Jean TIROLE**, membre de l'Académie (Fondation Éthique et Économie), G^{de} salle des séances.

Lundi 18 janvier

-15h : **Pascal LAMY**, ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce : « *L'Organisation mondiale du commerce et le droit* ».

- 17 heures 30 : Remise des Prix de la Fondation Édouard Bonnefous de l'Institut de France.

Lundi 25 janvier

-15h : **Jean-Paul COSTA**, ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme : « *La Cour européenne des droits de l'homme* ».

Séance du lundi 30 novembre

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 23 novembre, le président **Chantal Delsol** a passé la parole à **Agnès Antoine**, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, qui a fait une communication intitulée : « *Religion et politique chez Tocqueville* ».

L'auteur de *Tocqueville, la citoyenneté et la religion* (Paris, éditions Fayard, 2003) a présenté la religion comme un axe majeur de la « science politique nouvelle » que Tocqueville appelait de ses vœux en 1935. « Si Tocqueville n'est pas croyant », a-t-elle précisé, « – ce qui signifie sous sa plume qu'il ne peut aller au-delà de l'adhésion à une religion naturelle et se déclarer authentiquement chrétien – il est un penseur toujours habité par un questionnement de type religieux ou métaphysique. Ainsi la question du sens reste chez lui omniprésente. Bien qu'il n'adhère pas au noyau même du dogme chrétien, il admire et fait siennes la morale et l'anthropologie véhiculées par la culture chrétienne. Il y a chez lui une sorte de nostalgie de la foi qui le conduit à opérer d'incessants va-et-vient avec le catholicisme. C'est donc avec sincérité et conviction qu'il estime la religion nécessaire à la vitalité démocratique.

« Paradoxalement, Tocqueville élabore une pensée de la laïcité, [mais] dans une perspective différente de celle qui fut mise en place sous la III^e République. Dans le débat récent sur la laïcité, il se serait sans doute appuyé sur l'opposition entre loi et mœurs pour s'interroger sur leur interaction réciproque. Cette dialectique le conduisait souvent à privilégier l'état des mœurs qui, selon lui, influençait considérablement les lois. Agir par la loi lui aurait probablement paru trop frontal parce que cela a tendance à exacerber les passions en jeu. En outre [il considère que] c'est la liberté qui fonde l'égalité, et non l'inverse. »

Pressentant que l'égalité est individualisante et que ses progrès risquaient d'enfermer chacun dans sa sphère privée, Tocqueville a mis en avant « la dimension morale de la liberté, qui conduit à intégrer l'existence d'autrui et du collectif. » Agnès Antoine, à l'appui de son propos sur la religion et la politique, a cité Tocqueville écrivant : « *Ce qui m'a frappé de tout temps dans mon pays, [...] ça a été de voir rangés d'un côté les hommes qui prisaient la moralité, la religion, l'ordre ; et de l'autre ceux qui aimaient la liberté, l'égalité des hommes devant la loi. [Or] l'une des plus belles entreprises de notre temps serait de montrer que toutes ces choses ne sont point incompatibles ; qu'au contraire, elles se tiennent par un lien nécessaire de telle sorte que chacune d'elles s'affaiblit en se séparant des autres. Telle est mon idée générale.* » ou encore : « *Le choix auquel sont confrontés les hommes des démocraties établies, ce n'est pas de choisir la démocratie contre la religion ou la religion contre la démocratie, la terre contre le ciel ou le ciel contre la terre, mais, à partir de la pluralité de leurs égales libertés, d'habiter la création démocratique plutôt que de la laisser retourner à l'état de nature.* »

À l'issue de sa communication, **Agnès Antoine** a répondu aux questions que lui ont posées **Jean Mesnard**, **Georges-Henri Soutou**, **Jean-Claude Casanova**, **Bernard Bourgeois**, **Alain Besançon**, **Haïm Korsia**, **Jean-Claude Trichet** et **Chantal Delsol**.

Dans la presse et sur les ondes

- « **Jean-Claude Trichet** relance l'idée d'un ministre des finances de la zone euro », sur le site de *Les Echos*, en date du mercredi 18 novembre. Extrait : « L'ancien président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a réitéré, mardi à Francfort, son appel en vue de doter la zone euro d'un ministre des Finances. Il avait lancé l'idée une première fois dans un discours prononcé à Aix-la-Chapelle en 2011, alors qu'il était encore président de l'institution. Cette fois, il est retourné en Allemagne comme invité à un congrès bancaire, pour dialoguer sur l'avenir de l'Europe avec le membre du comité des sages économiques allemand, Peter Bofinger. Dans la salle, les couleurs du drapeau français sont projetées sur les murs depuis l'ouverture du congrès, en hommage aux victimes des récents attentats parisiens. Le ministère des Finances qu'il faudrait créer aurait, selon Jean-Claude Trichet, à conduire la politique budgétaire et économique dans les pays utilisant la monnaie unique. « *Mais est-ce qu'un gouvernement français accepterait de recevoir des ordres d'un tel ministre européen ?* », lui a demandé un rien provoquant Peter Bofinger. Pas que la France, « *tous les gouvernements auraient à accepter la gouvernance fiscale de la zone euro* », a répondu tout de go le Français. »

- **Jean-David Levitte** : « La Françafrique a complètement disparu », interview dans *Jeune Afrique*, en date du vendredi 13 novembre. Extrait : « Je pense qu'on ne peut parler de fiasco à propos de la politique française en Libye. Nous étions face à une urgence humanitaire. Rappelez-vous les expressions employées par Kadhafi et ses fils : "Nous allons dératiser... Il va y avoir des rivières de sang". La répression alors en cours était d'une brutalité extrême, car elle utilisait les armes de l'État contre les populations. Grâce à cette intervention, nous avons sauvé beaucoup de vies humaines. Alors devait-on agir face à une telle situation ? Je pense que oui. De toutes façons le fait est que lorsque la France agit, on la critique, et lorsqu'elle n'agit pas, comme en Syrie, on la critique aussi. Rappelons que la France est intervenue en Libye avec l'accord de l'Union africaine, de la Ligue arabe et du Conseil de sécurité de l'ONU. Sincèrement, à tout prendre, je pense qu'il vaut mieux être aujourd'hui citoyen libyen que citoyen syrien. Les opérations militaires en Libye ont fait très peu de victimes et si aujourd'hui, la situation est en blocage politique, il n'y a pas de massacres massifs. Il y a certes des échauffourées, quelques attentats, mais rien à voir avec la guerre que vit la Syrie actuellement. La Syrie se trouve elle dans une impasse totale. [...] La Françafrique a complètement disparu et depuis longtemps. C'est une époque révolue. La France a la volonté de rester en Afrique mais aux côtés des Africains. On peut les aider mais ce sont eux qui prennent les décisions. Le vieux mythe qui voudrait que de mystérieux acteurs pourraient manipuler des réseaux secrètement est une aberration qui a la vie dure... Personnellement, je ne l'ai pas constaté durant mes années aux côtés du président Sarkozy. D'ailleurs, ça fait longtemps que la France n'est plus seule en Afrique. Le monde entier est là pour aider le continent à réussir et c'est tant mieux pour les Africains. »

À savoir

- **Haïm Korsia** était l'invité du *Grand Journal* sur Canal+ le vendredi 25 novembre. Il a notamment déclaré : « J'ai servi dans l'armée et la question du drapeau est une question centrale. J'ai toujours considéré qu'on devait s'approprier les couleurs de la France, parce que si on oublie ce drapeau, d'autres le prendront. Il est essentiel de se rassembler autour du drapeau français. [...] Je trouve merveilleux que dans les lieux de culte on chante *La Marseillaise*. Dans les synagogues, on fait depuis très longtemps une prière pour la République. Les mosquées aussi ont initié ça il y a quelques jours. Nous sommes tous unis et la laïcité qui nous permet de vivre comme nous le faisons nous rassemble derrière cet idéal qu'est la France. »

- La 8^e *World Policy Conference*, organisée par l'Ifri sous la direction de **Thierry de Montbrial** s'est tenue à Montreux les 20, 21 et 22 novembre. **Bertrand Collomb**, **Jean-David Levitte** et **Jean-Claude Trichet** y ont participé. Thierry de Montbrial en a prononcé le discours d'ouverture. Extrait : « Cette huitième édition s'ouvre sous le choc des attentats de Paris. La coexistence pacifique des religions est désormais une question géopolitique majeure [...] Mais le fait est que la manipulation politique de l'Islam, cynique, haineuse et monstrueuse, par des leaders sataniques qui endoctrinent des jeunes sans repère pour en faire des kamikazes, est devenue une menace planétaire. Ce fléau vient d'endeuiller la France et il peut s'abattre n'importe où et n'importe quand. Mais nul ne peut ignorer que sa première victime est le monde musulman qu'il mine à petit feu. [...] nous devons aborder ici la question des conditions diplomatiques propres à renverser la tendance ininterrompue depuis la fin de la guerre froide à l'accroissement du chaos au Moyen-Orient. Aucun État de la région ne pourrait espérer en sortir indemne, si elle se poursuivait. Je veux croire qu'avec l'accord nucléaire sur l'Iran, un renversement est devenu possible. Il reste à le rendre probable, et pour cela il faudra beaucoup d'efforts, partagés entre les principales puissances régionales et extérieures directement concernées. [...] Avec l'interdépendance croissante, la politique et l'économie internationales sont de plus en plus enchevêtrées. Les questions classiques de coopération économique et monétaire conservent toute leur importance, d'autant plus que malgré les progrès accomplis, les instabilités potentielles héritées de la crise de 2007-2008 sont loin d'avoir disparu. Mais il me semble que nous devons aussi accorder une place importante, au sein de la WPC, aux questions de "géoéconomie", c'est-à-dire celles où les leviers économiques sont utilisés par les États à des fins également géopolitiques. Je pense à la pratique des sanctions, à la politique énergétique et notamment celle des oléoducs et des gazoducs ; mais aussi typiquement à la multiplication des accords commerciaux, bilatéraux ou plurirégionaux, aux dépens du paradigme multilatéral de l'OMC. C'est dans cette perspective qu'il convient de débattre du TPP qui vient d'être conclu, ou du TTIP encore à venir. Je pense aussi à la vision chinoise de la route de la soie, et à la création de l'AIIB qui bouscule quelque peu l'ordre occidental issu de la Seconde Guerre mondiale. »

- **Jean-François Mattei** était le parrain du deuxième congrès des *alumni* de la Chaire Unesco pour la Culture de la Paix qui s'est tenu à partir du vendredi 20 novembre dans l'amphithéâtre de Criminologie de l'Université Félix